

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 Rue Léo Lagrange  
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 28/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LIMAGRAIN**

CS 20001 Saint Beauzire  
63360 GERZAT

Références : 20220928-RAP-63-1111-LIMAGRAIN-Aigueperse Auraix

Code AIOT : 0005601462

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement LIMAGRAIN implanté route d'Artonne 63260 AIGUEPERSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIMAGRAIN
- route d'Artonne 63260 AIGUEPERSE
- Code AIOT : 0005601462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

Le site d'Aigueperse Auraix est constitué de 2 silos et d'une cellule extérieure de 3600 tonnes et n'a plus d'engrais sur site. L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme de contrôle régional de la DREAL.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention du risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2-8
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-5
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7
8	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-4

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-1
3	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-4
6	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-1
7	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-3
9	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-5
12	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-13
13	Risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-15

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veillera à mettre en place des actions correctives lorsque les contrôles réglementaires font apparaître des écarts ou observations. Il améliorera le suivi de nettoyage des installations afin de limiter au maximum tout risque de départ d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à la terre des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés à la foudre. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur
<b>Constats :</b> Les équipements contre la foudre font l'objet d'un suivi régulier par un organisme compétent. Lors du contrôle de septembre 2021, une non conformité a été relevée par l'organisme de contrôle concernant l'absence de parafoudre en tête d'installation.  L'exploitant transmettra à l'inspection la preuve qu'une action corrective a été mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Délai :</b> 3 mois

## N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits stockés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits Utilisés ou stockés dans l'installation
<b>Constats :</b> Le site comporte peu de personnels, néanmoins il y a un chef de silo et responsable de site qui connaît l'ensemble de l'installation et les risques inhérents à l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Etat des stocks des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'état des stocks est dématérialisé et facilement accessible. En outre, le chef de silo connaît la capacité maximale de chaque silo et le volume en stock chaque jour dans chaque silo.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par le personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans des consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers les consignes écrites.
<b>Constats :</b> Sur site, il y a un registre de nettoyage qui est tenu et qui a pu être consulté le jour de l'inspection. Les installations sont entretenues, les pieds de fosse sont propres, en revanche, il y a de la poussière sur les tuyaux dans les fosses. L'exploitant procédera à un nettoyage de ces derniers, s'assurera que ceux-ci font l'objet d'un nettoyage régulier. Il transmettra à l'inspection une planche photographique du nettoyage réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Délai:</b> 3 mois

## N° 5 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations de conduite des installations et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : les modes opératoires, la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées... L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7</p>
<p><b>Constats :</b> Les consignes de sécurité relatives aux procédures d'urgence, de mise en sécurité, de réalisation d'une ronde hebdomadaire durant les périodes de réception et de manutention des produits, ne sont pas présentes. Même si le personnel est peu nombreux sur site (hors période de récolte), ces consignes doivent être établies.  L'exploitant mettra en place ces consignes et en adressera une copie à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Délai :</b> 1 mois

## N° 6 : Zonage ATEX, incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense sous sa responsabilité, les parties de l'installation, qui en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées ou utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publiques ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispse d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il n'y a pas sur site un plan de localisation des risques.  Avant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis ce plan. Il veillera à ce que celui-ci soit affiché sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriée aux risques.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'extincteurs et de RIA qui sont contrôlés annuellement par un organisme compétent. Il est à noter que le site ne dispose plus d'engrais et que les RIA étaient situés dans cette partie du bâtiment, Les RIA sont positionnés dans un entrepôt qui n'accueille plus d'engrais mais un nombre très limité de big bags de semences.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des incendies et des explosions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme compétent. Toutefois, même si les anomalies ou non-conformités sont peu nombreuses, elles ne font pas l'objet d'actions correctives immédiates. Ainsi, depuis 2020, un écart sur le silo extérieur est signalé. concernant les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'une explosion.  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pu préciser si une action corrective avait été mise en œuvre. Avant la rédaction du rapport, il a été précisé qu'une action corrective serait faite au plus tard avant fin juin 2023. Ce délai est trop long eu égard au risque existant. Avant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis une fiche de consigne concernant cette cellule.  L'exploitant transmettra sous <u>un mois</u> un plan d'actions indiquant les mesures conservatoires qu'il mettra en place afin de réduire le risque avant la réparation. Une fois, la réparation effectuée, il transmettra à l'inspection le rapport de l'organisme de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Délai :</b> 1 mois

## N° 9 : interdiction des feux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, interdiction des feux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation visées au 4.1 pouvant être à l'origine d'incendies ou d'explosions, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis feu. Il est interdit de fumer dans les installations ainsi que dans les aires de chargement, de déchargement, de stockage ou de manutention. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.
<b>Constats :</b> L'interdiction de fumer ou vapoter est affichée sur le site. La procédure concernant le permis feu est connue du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : élimination des corps étrangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, élimination des corps étrangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.
<b>Constats :</b> Les grilles sur les fosses de réception sont présentes, propres avec une maille adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : émission de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4-15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, température
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b> Un registre avec un relevé des températures est tenu sur le site avec un rapport établi tous les lundis qui est transmis au siège afin de faire un suivi de la qualité et de l'hydrométrie. En cas d'anomalie sur un silo, il n'y a pas d'alarme sur ordinateur ; cela repose sur un contrôle visuel des silos sur écran par le responsable de silo. Lors de l'inspection, il a indiqué les mesures qui doivent être prises en cas d'échauffement au sein d'un silo. Il effectue des rondes sur chaque silo plusieurs fois par semaine de manière aléatoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite